

## Philippe Poutou

Ouvrier, candidat anticapitaliste  
2, rue Richard Lenoir  
93 100 Montreuil



Montreuil, le 15/03/2017

Madame, Monsieur,

Le NPA réagit au quotidien contre les préjugés et attaques racistes et xénophobes, dont les Roms sont aujourd'hui parmi les premières victimes. Pour tenter de se maintenir au pouvoir et faire oublier sa responsabilité dans le désastre social, le gouvernement de Hollande a, comme ses prédécesseurs, misé sur sa politique sécuritaire et distillé un discours raciste et xénophobe qui légitime les pires violences de la police et des groupes néofascistes. Le NPA s'oppose à cette instrumentalisation de la misère, cette misère qui pousse les populations à fuir leur pays d'origine malgré les conditions ultra précaires qui les attendent au bout de leur parcours.

Aucune répression n'empêchera les migrations de ceux qui tentent de fuir le racisme et la misère. Il faut cesser les mensonges sur les Roms, présentés soit comme un poids pour la société soit comme des concurrents sur le marché du travail. Il faut au contraire continuer à exiger l'accès au travail et aux droits associés, notamment celui de la formation. Il faut en effet cesser de reprocher aux migrants, et aux Roms en particulier, d'être une charge pour la société alors même que l'accès aux services sociaux et à la plupart des droits leur est refusé. L'immigration n'est un problème que pour les migrants.

Le NPA lutte au quotidien contre les multiples formes de discrimination dans l'accès aux droits. Le NPA réclame l'abrogation des lois scélérates qui discriminent les migrants et notamment la loi CESEDA. Il exige l'arrêt immédiat des expulsions, des OQTF, du harcèlement policier et d'une manière plus générale, un « traitement spécifique de l'immigration ». Nous réaffirmons notre soutien actif aux associations et collectifs de défense des Roms, qui luttent au quotidien contre les préjugés injustes et les conséquences qu'en subissent les Roms, mises en œuvre par une politique d'Etat raciste.

La politique actuelle de discrimination et de violence vis-à-vis des migrants touche particulièrement les Roms, qu'ils soient ou non ressortissants de l'espace européen. L'Etat et de nombreuses collectivités territoriales, de droite comme « de gauche », organisent le non-accès aux droits au nom d'une « politique du chiffre ». Cette politique doit être combattue. Le NPA pour sa part, lutte au quotidien, notamment au côté de différents collectifs, pour le respect des droits fondamentaux aujourd'hui bafoués.

Nous sommes pour l'arrêt de toutes les expulsions de bidonvilles et de squats, notamment lorsqu'il s'agit de populations Roms mais bien évidemment d'une manière générale. Le droit au logement, qui figure parmi les droits fondamentaux, reste un droit formel. Seule règne en maître la loi du marché qui impose des loyers inaccessibles à une partie croissante de la population. L'accès à un logement décent et pérenne est systématiquement refusé à ceux qui ne justifient pas d'un revenu régulier. Les Roms sont de ceux-là, et sont de plus victimes de violences et de harcèlement partout où ils tentent de trouver un abri, les amenant à survivre dans

## Philippe Poutou

Ouvrier, candidat anticapitaliste  
2, rue Richard Lenoir  
93 100 Montreuil



Montreuil, le 15/03/2017

des conditions indignes, souvent sans eau ni électricité... Le NPA propose d'appliquer au minimum l'obligation légale pour les CCAS de domicilier les personnes au logis précaire, ce qui permettrait beaucoup d'avancées administratives nécessaires au quotidien. Le NPA exige l'arrêt immédiat des expulsions de squats ou de terrains occupés, sans solutions négociées avec les pouvoirs publics, les collectivités locales, les Roms et leurs collectifs, d'aménagement ou de relogement dignes. Quelques exemples montrent que cela est possible ! C'est une question de volonté politique.

Alors qu'il est patent que la scolarisation est un vecteur primordial d'intégration, de nombreux maires utilisent aujourd'hui les prétextes les plus variés pour échapper à leur obligation de scolariser les enfants roms, ou multiplient les obstacles (manque de transports, cantine ..). Ces comportements xénophobes ne sont actuellement sanctionnés ni par les inspections académiques, ni par les préfets, ni par les tribunaux. Tout cela doit cesser ! Nous exigeons, qu'aucun enfant rom ne se trouve rejeté hors de l'école !

Concernant votre proposition d'impulser une politique pénale volontariste en matière d'infractions racistes, notamment à l'égard des Roms : nous pensons que le racisme est un délit lorsqu'il se traduit par des propos blessants, humiliants et discriminatoires à l'égard de personnes, de même lorsqu'il consiste à écarter des personnes d'un travail ou d'un logement par exemple, et qu'il est un crime lorsqu'il entraîne des attaques physiques contre des personnes au regard de leur origine ou leur couleur de peau. Nous sommes persuadés que la question de la lutte contre le racisme ne peut toutefois se résumer à une accentuation de la répression pénale. Les racines du racisme ne sauront être extirpées sans une remise en cause complète du système social et politique dans lequel nous vivons : le capitalisme. On voit bien aujourd'hui que la montée du racisme et des idées xénophobes est totalement liée à la dégradation générale des conditions de vie de l'immense majorité de la population : nous sommes antiracistes et anticapitalistes.

En espérant avoir répondu au mieux à vos questions, nous vous adressons nos salutations militantes et anticapitalistes.

L'équipe de campagne de Philippe Poutou pour le candidat  
Philippe Poutou